

Devenir un acteur éco-responsable

La construction est gourmande en énergie et en matériaux polluants. On ne peut donc pas parler de développement durable sans parler de construction. C'est pourquoi la Chambre de Commerce, dans le cadre de ses activités de networking, a organisé le 11 mai dernier une conférence sur ce thème qui a regroupé une centaine de participants.

“ Tous les bâtiments construits après 2018 devront être passifs, voire à énergie positive ”

Les premiers intervenants furent Simone Polfer et Jean Offermann, représentant le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Leur mission: encourager le plus d'entreprises possible à prendre le virage de l'éco-construction pour atteindre, à l'horizon 2020, les objectifs définis dans le Paquet énergie de mars 2009, à savoir réduire de 20% les émissions de CO₂, de 20% la consommation d'énergie et augmenter de 11% la part des énergies renouvelables employées.

Après avoir présenté en substance le cadre légal et notamment les neuf régimes d'aide à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles institués par la loi du 18 février 2010 (le Guide du requérant est téléchargeable sur guichet.lu), Simone Polfer a souligné la nécessité de dépasser les contraintes réglementaires actuelles pour aller au-devant des futures réglementations européennes et ce, en tenant compte de la dimension santé et des phases qui précèdent et suivent la vie d'un bâtiment. Rappelons que tous les bâtiments construits après 2018 devront être passifs, voire à énergie positive.

Jean Offermann a, quant à lui, insisté sur le potentiel économique que représente l'éco-construction et les marchés qui se développent en parallèle au niveau de la formation et de la certification. Potentiel qui se chiffre à 68 millions d'euros par an et 2.000 unités d'emplois supplémentaires.

Eric Hieronimus de l'Institut National pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises (INDR) a ensuite présenté le label 'Entreprise Socialement Responsable' un outil facile, rapide, pragmatique et d'un prix abordable par rapport aux autres certifications qui sont parfois coûteuses, qui s'articule autour de 28 objectifs et 110 thèmes.

Selon lui, "une entreprise n'est pas une île. Elle est dépendante de ses actionnaires, clients, salariés et fournisseurs qui ont une vue globale du marché. Elle influence également d'autres parties prenantes comme les institutions, les riverains ou la concurrence". D'où l'intérêt d'entrer et de faire valoir une démarche de responsabilité sociétale, dont l'aspect environnemental fait partie.

Paula Hild du Centre de Ressources des Technologies de l'Environnement est ensuite intervenue. Le CRTE, pour soutenir les entreprises dans le choix des matériaux les plus écologiques disponibles sur le marché, a notamment publié le 'Guide luxembourgeois de la construction durable' qui recense et étudie 96 matériaux lors de tout leur cycle de vie (téléchargeable sur crtib.lu/guide). Quatre phases le compose: planification, réalisation, utilisation, transformation. La plus importante étant celle de planification, où toutes les améliorations sont encore possibles à moindre coût. Paula Hild a énoncé une règle d'or concernant le choix d'un matériau durable: qu'il soit le plus simple possible et qu'il n'ait pas eu à parcourir de longs trajets.



Ce fût ensuite au tour d'Alexis Sikora, chef du département de la construction durable de l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment. La vocation de l'IFSB est d'accompagner les entreprises du secteur de la construction dans leur adaptation, qui doit être rapide, aux nouvelles exigences du marché. L'IFSB intègre d'ailleurs la notion de développement durable à toutes ses formations et a, en cela, une attitude proactive vis-à-vis des normes et des réglementations. Trois formations sont notamment à retenir: elles concernent respectivement le conseil en construction durable, la pose d'isolant et l'installation de capteurs solaires thermiques.

Pour illustrer son propos, Alexis Sikora a présenté le projet DECID qui intègre aussi bien les intervenants du secteur que les utilisateurs. DECID sera une sorte de laboratoire expérimental qui combinera différents matériaux et systèmes constructifs et vise à préfigurer le bâtiment de 2020. Grande fonctionnalité, coût maîtrisé, technologies innovantes et rationnelles, accompagnement pédagogique et communication intégrés en sont les maîtres mots. Il s'agira d'un bâtiment évolutif dont les possibilités d'extensions horizontales ou verticales sont multiples et multifonction puisqu'il combinera bureaux, habitations et modules techniques. L'étude de faisabilité est en cours.

“ L'éco-construction et ses marchés parallèles représentent un potentiel de 68 millions d'euros par an et de 2.000 unités d'emplois supplémentaires ”

Autre exemple de projet durable, le bâtiment Solarwind, présenté par Laurent Rouach, administrateur délégué de l'entreprise PROgroup, qui en est à un stade plus avancé puisqu'il devrait être livré dans à peine plus d'un an. Ce bâtiment est le fruit d'un brainstorming entre professionnels et futurs occupants, dont sont ressorties de nombreuses idées inédites comme celle de récupérer l'énergie produite par les équipements de gymnastique. En effet, sur les 10.000 m² que le projet compte au total, 8.000 m² seront consacrés à des bureaux et 2.000 m² auront une dimension sociale avec un espace fitness et wellness, un restaurant sain ou encore un green de golf en toiture enceint d'une piste de course.

Aux trois P du développement durable (people, planet, profit) s'ajoute celui de pedagogy puisque les utilisateurs seront informés en temps réel de l'énergie produite et consommée.

Au final, ce bâtiment est le seul en Europe à bénéficier d'une triple certification environnementale (BREEAM, HQE et DGNB) et il revêt la fonction de "vaisseau amiral" qui conduira la zone d'activité de Windhof, en collaboration avec la commune de Koerich, à devenir un éco-parc, en mutualisant un maximum de services pour tous les occupants.

Niels Dickens, attaché et responsable de projets auprès de l'Enterprise Europe Network-Luxembourg de la Chambre de Commerce, a exposé les nombreuses actions mises en place dans le cadre de l'initiative 'Stop4Business', acronyme pour 'Sustainable Technology Offers Prospectiveness for Business'.

L'objectif étant de soutenir les PME dans leurs stratégies de recherche de nouveaux partenaires en Europe à travers, entre autres, une conférence internationale et des événements de matchmaking consacrés au domaine de la construction durable, de l'environnement et des énergies renouvelables.